

ergon

trabalh - travail - treball

Bulletin d'information de la
conférence régionale du travail



CAPEB Languedoc-Roussillon, CGPME, CJD Languedoc-Roussillon, DRDFE, Fédération française du bâtiment Languedoc-Roussillon, Fédération régionale de la coopération agricole, Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles, Inspection régionale du travail des transports, Inspection du travail de l'emploi et de la politique sociale agricole, MEDEF Languedoc-Roussillon, Services du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, UMIH, UNAPL, UPA Languedoc-Roussillon, Unions régionales CFDT, CFE-CGC, CGT, CFTC et CGT-FO.

EDITORIAL

Conférence Régionale du Travail

Le dialogue social fait ses preuves par l'action

Le dialogue social est aujourd'hui, et bien souvent, dans toutes les bouches, voire mis à toutes les sauces. Un concept un peu "fourre-tout", que l'on retrouve régulièrement au fil des quotidiens et des journaux télévisés, source d'espoir mais aussi, parfois, sujet à des regards dubitatifs ou réservés. De fait, parce que nouvelle et souvent mal définie, il constitue une démarche difficile dont il faut "inventer" les traces, les pistes et surtout les méthodes tant il est vrai que cet angle d'approche, encore récent, implique une véritable "révolution des esprits" rendue nécessaire par les mutations socio-économiques où l'humain et l'économique peinent à conjuguer leurs rapports de façon harmonieuse et équilibrée.

En créant la Conférence Régionale du Travail il y a plus de sept ans maintenant, les acteurs essentiels du monde du travail du Languedoc Roussillon, ont pourtant fait ce pari. Souhaitant passer "du dire au faire", ils se sont engagés dans une démarche de dialogue social mais dans une approche originale. Cette structure rassemble en effet, sous une gouvernance tripartite, l'ensemble des syndicats de salariés, des organisations patronales et de l'administration d'Etat (*). Une conjugaison en trois dimensions qui, comme le rappelait Didier Rey, Directeur Régional du travail, "fait de la CRT l'unique instance de ce type en France".

Cela dit, ne souhaitant pas que cette démarche tourne à la "réunionnisme", tous les partenaires qui la composent se sont imposés d'entrée une contrainte d'objectif essentielle : l'obligation d'aboutir à la mise en œuvre de projets concrets. Autrement dit, dialoguer pour construire.

Autre exigence, dépasser le seul stade de l'analyse et de l'élaboration partagée de solutions les plus opérationnelles possibles pour s'engager si besoin dans

l'accompagnement des projets. Concrètement inscrire le dialogue social dans la durée et faire en sorte qu'il irrigue l'ensemble du monde du travail.

Ainsi, et en toute logique, la CRT est-elle devenue au fil des années et au travers de cet espace permanent de dialogue social, désormais reconnu et référent sur la Région, un creuset d'impulsion et de construction de projet.

Pour preuve, deux des chantiers ouverts par les partenaires de la CRT fin 2006.

Ainsi les premiers "Espaces de dialogue social territorial", adossés à des structures telles que les Pays ou les Comités de Bassins d'Emploi et à l'écoute de leurs besoins, commencent actuellement à voir le jour. Les travaux entrepris permettent ainsi d'envisager courant 2006 la mise en place d'EDEC territoriaux sur des thématiques adaptées aux réalités des problématiques locales.

Deuxième exemple, la naissance le 23 janvier 2008, du "CR #GE L.R", Centre Ressources des Groupements d'Employeurs Languedoc-Roussillon, un outil de développement économique, né du dialogue social mené avec opiniâtreté par l'ensemble des partenaires et dont le double objectif, aider les PME et TPE dans leur développement et créer des emplois dans une exigence de qualité et de pérennité, trouve dans la pratique d'un dialogue social vivant et permanent un facteur majeur et dynamique de condition de réussite.

Pour tous les partenaires de la CRT, actuels ou futurs, ces projets témoignent à l'évidence que le dialogue social ainsi pratiqué sait être productif et constitue une démarche de progrès d'autant plus motivante qu'elle s'exprime dans le concret.

La Rédaction

**Direction
de la publication :**
Conférence
Régionale du Travail
3 Place Paul Bec
34000 Montpellier

Rédaction :
Yves Jolis

PAO :
DRTEFP/ESPE

Impression :
DRTEFP
ISSN : 1637-4630

(*) : CGPME, MEDEF, UMIH, UNAPL, UPA, CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO., DRDFE, DRTEFP, ITEPSA, Inspection du travail des transports

Centre Ressources des Groupements d'Employeurs, pour conjuguer



Après treize mois de travail et au travers de nombreuses réunions impliquant dans une authentique démarche de dialogue social l'ensemble des partenaires de la CRT mais également des partenaires extérieurs, responsables ou animateurs de GE notamment, le CR#GE L.R., Centre Ressources des Groupements d'Employeurs Languedoc-Roussillon, a vu officiellement le jour le 23 janvier dernier à Montpellier.

Un besoin justifié

A l'origine de ce projet, un certain nombre de constats notamment un taux de chômage élevé, souvent de longue durée et touchant en majorité des jeunes et des seniors, et un important tissu de Très Petites Entreprises (moins de 10 salariés) ayant des besoins de "bouts d'emploi" mais ne pouvant assumer seules une embauche tout en souhaitant fidéliser ses salariés. Cela dit, malgré l'intérêt croissant des acteurs socio-économiques pour la formule du Groupement d'Employeurs permettant de mutualiser les compétences et une volonté partagée de "déprécariser l'emploi", force était de reconnaître une sous-densité de G.E. en région et la difficulté de leurs émergences dues, entre autres, à une méconnaissance des dispositifs et à des difficultés techniques de mise en place. Constatant l'absence de structure d'appui et de conseil, le besoin de créer un Centre Ressources parut rapidement évident à l'ensemble des partenaires.

Une démarche innovante des missions concrètes

Très vite les partenaires s'accordèrent sur la démarche et l'objectif visé, « promouvoir en Languedoc-Roussillon le dispositif des Groupements d'Employeurs, aider à créer, développer, consolider et pérenniser des Groupements d'Employeurs avec une exigence éthique visant à contribuer à une véritable qualité d'emploi », les partenaires réaffirmant également leur « volonté d'inscrire cette structure et toute action en émanant dans une démarche de dialogue social permanent ».

A leurs yeux un GE doit donc répondre à une double exigence : apporter conjointement des solutions efficaces et adaptées aux besoins des entreprises et aux attentes des salariés



par la création d'emplois pérennes et de qualité. Il doit également fidéliser les adhérents et les salariés et permettre à ces derniers, par la formation, l'accès à la qualification.

En toute logique l'objectif affiché du CR#GE est donc d'accompagner des GE en gestation, d'aider au développement des G.E viables économiquement et d'améliorer la solidité de ceux qui existent. Le CR#GE devrait ainsi constituer un outil majeur de développement de l'emploi territorial en favorisant, entre autres, le maintien de la population en milieu rural et en contribuant au lien social. Par voie de conséquence il devrait ainsi contribuer à la dynamisation d'un certain nombre de secteurs d'activités essentiels tels que l'agriculture, le travail saisonnier, le btp, l'artisanat ou les services à la personne.

- Information
- Promotion
- Accompagnement
- Appui logistique
- Suivi de projet
- Animation de réseau

Les partenaires, et c'est l'une des grandes originalités de ce CR#GE, ont également voulu lui donner une dimension "sociale" afin d'éviter, comme le soulignait Henri Nury (CFTC), que les GE ne justifient l'image qu'ils ont bien souvent "celle d'une organisation assimilée à de l'intérim dissimulé et à de l'externalisation systématique". De cette volonté est née l'évidence d'élaborer une Charte "Qualité d'Emploi" et d'inclure un comité d'éthique et d'orientations au sein du CR#GE. A ce propos Patrice Couderc (CFDT) précisait "pour nous la charte ainsi que le comité d'éthique et d'orientation ne doivent pas être perçus comme un carcan mais au contraire

comme un outil et une structure permettant un « suivi de progrès » au sein des GE". Alain Daous (UPE 66-Medef) abondait dans le même esprit insistant notamment sur "l'intérêt réciproque et bien compris, tant pour les employeurs et les salariés, que représente un tel outil face à un certain nombre de problématiques de développement et d'emploi". Pour lui "l'objectif à terme est de créer des emplois durables en CDI, la qualité d'emploi étant une des clefs de réussite d'un GE".

Le dialogue social au cœur du dispositif

Lors des travaux préliminaires, le principe d'une gouvernance quadripartite s'est rapidement imposé comme une évidence. Il signe la démarche de dialogue social voulue par tous. Le Conseil d'Administration du CR#GE est ainsi composé de quatre collèges à égalité de membres, cinq par collège : le collège des organisations patronales, le collège des syndicats de salariés, le collège GE et le collège Institutions, Administration et Collectivités.

France Joubert, président du CRGE Poitou-Charentes, invité à la réunion, ainsi que Valérie Schneider, directrice du CRGE Midi-Pyrénées, tinrent à saluer la "qualité de la démarche entreprise en Languedoc Roussillon, dont la particularité était, au plan du dialogue social, d'avoir intégré l'ensemble des partenaires", regrettant que leurs CRGE, créés pour certains depuis plus de dix ans ne fonctionnent pas sur le même mode. Ils proposèrent par ailleurs que des passerelles soient créées entre les structures régionales. Pour sa part Didier Rey (DRTEFP), au nom du Collège Etat de la CRT, souligna combien cette initiative était "exemplaire en terme de dialogue social constructif ce qui justifiait pleinement l'appui de l'administration d'Etat".

Reste aujourd'hui comme le souhaite Alain Daous "à se mettre au travail rapidement" pour que cet outil soit le plus rapidement possible opérationnel. Si la preuve est ainsi faite qu'un authentique dialogue social sait produire du concret, tous les partenaires sont bien conscients qu'en créant le CR#GE LR ils se sont astreints à une obligation de résultat ■

Contact : crge.lr@gmail.com

“Le CRGE LR, parce que géré de façon quadripartite, devrait permettre de légitimer l'outil GE auprès des entreprises et des institutions socio-économiques et contribuer à l'intégrer auprès des branches professionnelles dans leur stratégie de développement. Pour les territoires il sera un atout pour préserver des emplois, voire en créer, maintenir et dynamiser les entreprises existantes. Enfin il devrait apporter par la mutualisation des emplois, des RH partagées et de qualité et un nouveau souffle de développement aux PME et TPE régionales.”

Gilles Norbert / ADJEDJ

Directeur G2E Languedoc

“A mes yeux , le CRGE est la parfaite illustration du travail de la CRT , basé sur le dialogue social. Il est heureux qu'aujourd'hui les syndicats patronaux comme les syndicats de salariés recherchent le plus souvent possible les occasions de jouer "gagnant/gagnant" et que les GE , vus autrefois avec une méfiance, parfois justifiée, par les syndicats de salariés et par l'Etat, puissent devenir véritablement un nouveau lieu de travail en commun. Dans cette affaire, patrons et salariés ont le même objectif : créer des CDI afin de disposer d'une main d'oeuvre stabilisée, formée, fidélisée, garante pour les uns comme pour les autres de progrès économique et social. Mon vœu, travaillons pour que le CRGE "produise" rapidement des GE !”



Alain Daous / UPE 66 / Medef LR

“La création de la CR#GE, menée dans le cadre de la CRT, est l'illustration concrète de la pertinence du dialogue social à l'échelon régional. En tant que technicien de l'emploi et de la formation dans l'agriculture, quel challenge stimulant que celui de travailler en collaboration avec les experts des différentes filières, les organisation patronales, salariales et les institutions, pour offrir le souffle nécessaire au dispositif encore peu assez

CRGE, ils ont dit...

utilisé de groupement d'employeurs. Mutualiser nos compétences pour développer la mutualisation des emplois est un moyen enrichissant pour consolider les groupements d'employeurs en Languedoc-Roussillon.”

Julien GRANATA / FRCA LR

“La création du lieu Ressources est exemplaire par bien des aspects. La prise en compte du «social» est possible dans les TPE, la charte est précieuse même si elle peut être considérée comme un minimum. De nouveaux rapports sociaux sont possibles dans des organisations particulièrement « flexibles ». Avoir un outil pour un minimum de GRH devrait améliorer l'application des règles, responsabiliser les acteurs et garantir plus de transparence vis-à-vis des salariés. L'implication des acteurs des groupements dans le CRGE est une réelle satisfaction. Il permettra à la fois le développement de ce genre d'entreprise et la sécurisation des emplois, et lève les réserves que nous pouvions avoir vis-à-vis de ce type d'organisation. Nous avons bien conscience que toutes les questions ne seront pas réglées, mais cela peut être le début d'un dialogue social réel au bénéfice des salariés. Cette réalisation relance notre intérêt pour « l'incubateur » qu'est la CRT !”



Henri Nury / CFTC

“les Professions Libérales représentent 35 000 personnes en région. Elles constituent un gisement d'emploi méconnu et inexploité. Plus de 50% d'entre eux n'ont pas de salarié mais beaucoup ont des besoins correspondant à quelques heures par jour ou par semaine. Le GE est donc une solution souple et adaptée et une

formule satisfaisante tant pour le salarié que pour l'utilisateur. Malgré un dispositif certes séduisant les GE n'ont pas eu le succès escompté (hormis dans l'agriculture). Chez les PL on peut regretter que trop d'utilisateurs "ne jouent pas le jeu" de la solidarité et de la responsabilité du groupe auquel ils appartiennent. Autant de raisons qui font regretter que le Centre de Ressources n'ait pas existé plus tôt, ce qui aurait peut être sauvé certains GE qui ont connu des temps très difficiles.”

Richard Campos / UNAPL

“Nous nous attachons à être dans la réalité du dialogue social. Nous nous inscrivons dans ce principe, tout en constatant les limites de l'exercice. La CRT traite de sujets concrets capables d'améliorer sensiblement les relations dans la vie de l'entreprise et dans la société en général. A nos yeux le Centre Ressource dernièrement mis en place donne des moyens supplémentaires garantissant, entre autres, la pérennisation des emplois, actuellement précaires, voire aussi la création d'emploi. Intéressés, à FO, nous suivrons avec attention les améliorations engendrées par l'utilisation de ces moyens.”



Alain Béteille / FO

Lieu de rencontre notamment entre syndicats et décideurs patronaux, le CRGE devrait permettre de rapprocher des personnes en recherche d'emploi et des patrons en recherche de salariés, de connaître en temps réel les demandes pour rapprocher celles-ci et de coller ainsi au plus près des attentes des uns et des autres. Il devrait également permettre un meilleur contrôle des contrats de travail signés entre les parties dans le respect du code du travail et plus généralement le respect d'autrui.

Jacques Swale / CFE CGC BTP

Le dialogue social impulse des projets au cœur des Territoires

CRGE, ils ont dit... suite

On sait que, dans le cadre des orientations qu'elle a définies depuis un an, la CRT a décidé de mobiliser son savoir faire, ses réseaux et son expérience, pour aider les territoires, dans le respect de leur identité et l'écoute de leurs besoins, à mettre en œuvre des projets concrets en leur apportant entre autres un appui méthodologique et logistique et en prenant pour levier le développement du Dialogue social territorial. L'objectif visé en deuxième temps, créer un "maillage d'espaces territoriaux de dialogue social", articulés et mis en réseau autour de la CRT et permettant ainsi des synergies, tant en terme d'actions que d'informations. A terme ils pourraient également constituer le fondement d'un "Observatoire du dialogue social régional".



Photo : Gilles Deschamps

Ces "espaces de dialogue social territorial", adossés à des structures de développement de territoires commencent à voir le jour. Elles correspondent d'ailleurs à une demande de nombreux pays ou comités de bassin d'emploi qui voient dans cette collaboration avec la CRT un facteur "accélérateur" d'action. Concrètement la démarche a ainsi été enclenchée avec le CBE des Cévennes ainsi que le Pays Corbières Minervois. Très prochainement d'autres territoires tels que le Pays Pyrénées Méditerranée devraient suivre. L'objectif, développer des territoires de projet sur des programmes d'action pour aboutir avec les partenaires sociaux à des accords cadres emploi – compétences (EDEC de territoires) en mobilisant des moyens sur des actions de GPEC.

En un premier temps, les partenaires de la CRT et leurs délégués locaux se sont donc investis avec les structures de développement dans un travail d'identification des problématiques majeures sur lesquelles des actions pourraient être développées dans une démarche de dialogue social.

Un travail préliminaire qui a permis de commencer à identifier des pistes pertinentes par rapport aux réalités socio économiques locales telles que l'éco-construction, les filières bois-énergies, l'aide à la personne, la santé, l'agriculture, le travail saisonnier ou le développement des groupements d'entreprises. Par ailleurs tous s'accordent à reconnaître que l'un des points de difficulté majeur concerne bien souvent l'harmonisation et la coordination des formations ainsi que l'adéquation des formations aux emplois.

Actuellement, les réflexions et travaux vont bon train, certains territoires ayant d'ailleurs en objectif la mise en place d'Edec dès la fin juin 2008. Autant dire que les partenaires, se sont engagés avec pragmatisme et

détermination dans cette démarche visant bien sûr à contribuer au développement économique local et partant à maintenir et développer l'emploi mais dans une exigence de qualité.

En ce sens tous sont convaincus du rôle fondamental que peut jouer un dialogue social permanent pour partager un diagnostic, définir des objectifs, élaborer et suivre des projets. L'un des participants de la réunion qui s'est tenue fin 2007 à Lézignan soulignait d'ailleurs "le fait de mettre les idées en commun, d'en dialoguer et d'en débattre pour construire ensemble représente un atout majeur pour mener à bien cette démarche". Un sentiment partagé qui laisse augurer que des projets concrets devraient, sous peu, prendre forme au cœur des territoires.



"Certains groupements s'inscrivent dans une démarche d'amélioration de la qualité de l'emploi en intégrant des notions stratégiques aussi importantes que, par exemple, la santé au travail ou le développement des compétences. Nous avons souhaité que cette démarche soit élargie à l'ensemble des G.E. et constitue un facteur essentiel de développement. Le centre Ressources va contribuer à cette ambition. La mise en place d'un comité d'éthique et l'adoption d'une charte Qualité d'Emploi sont à cet égard des actes fondateurs."

Jean-Louis Pagès / UPA

"La création du Centre Groupement d'Employeur par les partenaires de la CRT (patrons, salariés et Etat) démontre s'il en était besoin que le dialogue social sur les territoires peut



produire des outils utiles à tous. Les salariés des petites entreprises, souvent dépourvus de représentants du personnels ou syndicaux, peuvent espérer dans cette dynamique voir les contrats à temps partiel moins nombreux. La CFDT soutien la démarche en phase avec son slogan "des choix des actes"."

Gilles Rousselet / CFDT LR



"Il est rare de retrouver une assemblée aussi diverse sur un projet aussi concret. Ce projet, élaboré par les partenaires sociaux au sein de la CRT, est extrêmement

intéressant car il est bâti autour d'objectifs qui affirment à la fois la volonté de créer de l'emploi, la nécessité d'améliorer la qualité de l'emploi notamment en terme de conditions de travail, de pérennité ou de rémunération, mais aussi de répondre aux besoins et aux exigences de développement économique."

Didier Rey / DRTEFP

Contacts, infos...

Des documents sont disponibles auprès du secrétariat de la CRT. Ils peuvent également être consultés sur le site : www.conference-crt.com
Contact : secrétariat CRT yves.jolis@yahoo.fr - DRTEFP LR.